

# RAPPORT DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DE LA COMMUNE DE CROLLES

Le compte administratif (CA), établi par le maire, rend compte des opérations budgétaires réalisées sur l'année en dépenses et en recettes, au regard des prévisions, et présente les résultats de l'année qui, cumulés au résultat de l'année antérieure, sont repris au budget de l'année suivante. C'est un document de synthèse qui a la même architecture que le budget primitif (chapitres, articles).

Pour rappel, le comptable public établit, de son côté, le **compte de gestion**, document analogue au compte administratif. Ces 2 documents, dont les montants coïncident, sont soumis au vote du conseil municipal avant le 30 juin de l'année suivante. Pour chacun des comptes, le vote concerne l'identité de valeurs entre les deux comptes. Pour le compte administratif, s'ajoute le constat de sa présentation, la sincérité des restes à réaliser, et l'arrêt des résultats définitifs.

Il est établi 1 compte administratif par budget (budget principal, budgets annexes de l'eau et de l'assainissement).

## BUDGET PRINCIPAL

### I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### 1) Dépenses de fonctionnement

##### ► Taux d'utilisation des crédits et évolution / 2014

N.B. : Les crédits ouverts correspondent au budget modifié au cours de l'année par décisions modificatives (DM)

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution / 2014
Charges à caractère général (011)	3 546 490	3 289 202,33	92,75%	3 697 840,95	-11,05%
Charges de personnel (012)	9 328 750	9 306 536,75	99,76%	9 883 409,51	-5,84%
Autres charges de gestion courante (ch 65)	1 409 180	1 392 680,90	98,83%	1 425 824,96	-2,32%
Atténuation de produits (ch 014)	315 800	315 315,00	99,85%	219 834,00	43,43%
<b>Total gestion des services</b>	<b>14 600 220</b>	<b>14 303 734,98</b>	<b>97,97%</b>	<b>15 226 909,42</b>	<b>-6,06%</b>
Charges financières (ch 66)	541 000	531 610,89	98,26%	556 856,20	-4,53%
Charges exceptionnelles (ch 67)	179 120	175 057,26	97,73%	150 974,17	15,95%
Dotations aux provisions (ch 68)	30 230	25 666,71	84,90%	41 106,41	
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>15 350 570</b>	<b>15 036 069,84</b>	<b>97,95%</b>	<b>15 975 846,20</b>	<b>-5,88%</b>
Dépenses d'ordre	3 608 813,71	917 854,22	25,43%	2 339 046,29	-60,76%
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>18 959 383,71</b>	<b>15 953 924,06</b>	<b>84,15%</b>	<b>18 314 892,49</b>	<b>-12,89%</b>

► **Les charges à caractère général de 3.3 M€** (.3.7 M€ en 2014) sont en **diminution de 408 000 €** (-11 % par rapport à 2014). Ce chapitre, exécuté à 93 %, représente 21.9 % des dépenses réelles (20.6 % des dépenses totales).

Le transfert à la Communauté de communes au 01/01/2015 de la médiathèque explique en partie cette diminution (-120 000 €).

Mais c'est surtout le travail important d'économie et de rationalisation qui permet une diminution conséquente de ce chapitre : réduction ou regroupement d'événements, 1 spectacle en moins à l'espace Paul Jargot (-10 000 €), diminution de la pagination du journal municipal (-10 000 €), réduction du nombre de circuits de ramassage scolaire (-20 000 € et -58 000 € en année pleine), extinction de l'éclairage nocturne (-30 000 €)

Les dépenses les plus importantes sont liées à l'entretien / maintenance des bâtiments / voiries-réseaux et matériel qui représentent plus de 900 000 € (29 % du chapitre).

Le poste énergie + eau est également important (0.67 M€ soit 20 % du chapitre).

Enfin, le poste alimentation représente 0.4 M€ essentiellement pour la restauration scolaire (80 %) et la petite enfance (12 %).

► **Les charges liées au personnel** restent le poste le plus important avec **9.3 M€** (58 % des dépenses totales). Ce poste **diminue de 577 000 €** (-4.8 % par rapport à 2014). La diminution est due, en partie, au transfert de la médiathèque (- 400 000 €) et, pour le reste (- 177 000 €), au travail important mené pour optimiser le fonctionnement des services et les remplacements et cela tout en préservant la qualité des services.

► **Les autres charges de gestion courante, 1.39 M€**, représentent 9.3 % des dépenses réelles (8.7 % des dépenses totales). Elles diminuent de 2.3 % / 2014.

Le poste le plus important concerne les subventions versées (1 M€ soit plus de 71 % du chapitre).

Les subventions aux associations sont d'un niveau comparable à 2014.

La commune ne participe plus qu'à 4 structures intercommunales : l'association Isère Drac Romanche (16 400 €), l'association syndicale de Bresson à St Ismier (3 300 €), le Parc de Chartreuse (4 000 €) et l'EID pour la démoüstication (24 000 €).

Les frais liés aux élus (indemnités, cotisations, frais de mission et de formation) représentent 126 000 €.

► **Atténuation de produits : 0.31 M€** soit + 95 000 € (0.22 M€ en 2014, soit + 43.4 %). Il s'agit du prélèvement pour le FPIC (Fonds national de Péréquation Intercommunal et Communal), en progression importante chaque année depuis sa mise en place et qui continuera à monter en puissance.

Ce poste représente 2.1 % des dépenses réelles.

► **Charges financières** (intérêts des emprunts) : **0.53 M€** soit une diminution de 25 000 € (-4.5 %) / 2014. Ce poste représente 3.5 % des dépenses réelles (3.3 % des dépenses totales).

► **Les charges exceptionnelles, 0.17 M€** représentent 1.2 % des dépenses réelles. Elles progressent de 16 % par rapport à 2014 du fait de dépenses exceptionnelles liées à la résiliation d'un marché. Le plus important concerne les aides versées (aux activités, aux vacances, bourses...) qui représentent 148 000 € soit 85 % du chapitre.

► **Les dotations aux provisions** représentent environ **26 000 €**, pour se prémunir des risques d'impayés sur des loyers.

► **Les dépenses d'ordre (sans décaissement)** représentent **0.92 M€** soit 5.8 % des dépenses totales.

Ce chapitre est quasi exclusivement composé de la dotation pour amortissements et de quelques dépenses mineures liées aux écritures de cessions.

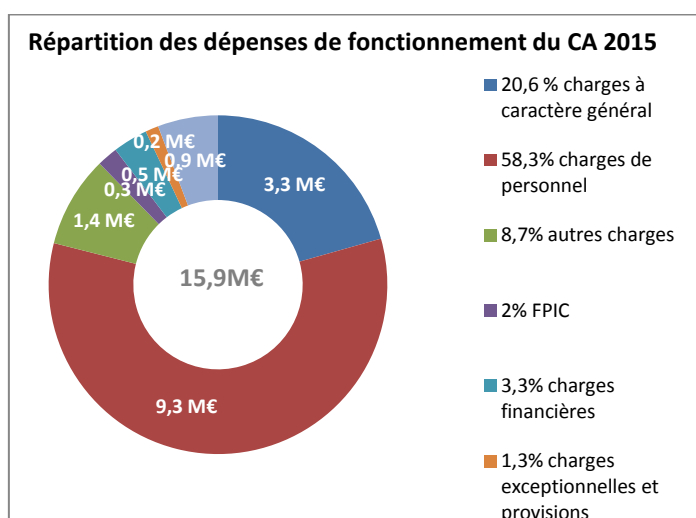
Il a diminué de façon importante / 2014 (-1.4 M€ soit -60.8 %) du fait notamment de la diminution de la dotation aux amortissements qui est passée de 2.3 M€ à 0.92 M€.

**Les dépenses de fonctionnement représentent 15.9 M€ dont 15 M€ de dépenses réelles et 0.9 M€ de dépenses d'ordre (amortissements essentiellement). Le budget est exécuté à 84.2 % (98 % pour les dépenses réelles).**

**Globalement, les dépenses sont en diminution de 2.36 M€ par rapport à 2014 (-12.9 %) du fait essentiellement de la diminution de la ligne liée aux amortissements.**

**Les dépenses réelles diminuent de 940 000 € (-5.9 %) en dépit de la progression importante du FPIC. Ceci est en partie expliqué par le transfert de la médiathèque à la Communauté de communes, mais également par le travail important mené pour rationaliser les dépenses.**

**En neutralisant la hausse importante du FPIC et le transfert de la médiathèque, les dépenses réelles diminuent de + de 500 000 € par rapport à 2014.**



## 2) Recettes de fonctionnement

### ► Taux d'utilisation des crédits et évolution / 2014 :

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution / 2014
Atténuation de charges (ch 013)	132 500	139 953,86	105,63%	157 919,10	-11,38%
Produits des services, du domaine, ventes diverses (ch 70)	1 397 850	1 352 345,87	96,74%	1 364 679,37	-0,90%
Impôts et taxes (ch 73)	13 969 450	14 004 391,89	100,25%	15 498 012,66	-9,64%
Dotations et participations (ch 74)	2 087 430	2 082 710,45	99,77%	2 463 299,14	-15,45%
Autres produits de gestion courante (ch 75)	343 190	342 986,86	99,94%	342 083,20	0,26%
<b>Total recettes de gestion courante</b>	<b>17 930 420</b>	<b>17 922 388,93</b>	<b>99,96%</b>	<b>19 825 993,47</b>	<b>-9,60%</b>
Produits financiers (ch 76)	400	296,77	74,19%	410,66	-27,73%
Produits exceptionnels (ch 77)	80 260	92 654,86	115,44%	73 653,87	25,80%
Reprise sur provisions (ch 78)	18 000	17 596,58	97,76%	0,00	
<b>Total recettes réelles</b>	<b>18 029 080</b>	<b>18 032 937,14</b>	<b>100,02%</b>	<b>19 900 058,00</b>	<b>-9,38%</b>
Recettes d'ordre (dont excédent antérieur)	930 303,71	27 996,63	3,01%	30 645,27	-8,64%
<b>Total recettes de fonctionnement</b>	<b>18 959 383,71</b>	<b>18 060 933,77</b>	<b>95,26%</b>	<b>19 930 703,27</b>	<b>-9,38%</b>

### ► Les atténuations de charges : 0.14 M€.

Il s'agit essentiellement des remboursements liés aux rémunérations du personnel (arrêts maladie notamment). Les montants sont difficilement prévisibles de façon précise. Ce poste est en petite diminution / 2014 (- 18 000 €). Il représente 0.8 % des recettes réelles.

► **Les produits des services, du domaine et ventes diverses : 1.35 M€** (montant équivalent à 2014), soit 7.5 % des recettes réelles. Le poste le plus important est la redevance familles pour la restauration scolaire et le périscolaire (0.8 M€, soit 59 % des produits des services). Ce poste est d'un montant équivalent à 2014.

Les recettes liées aux services de développement social (petite enfance et portage des repas) représentent 0.34 M€ soit 24.9 % du chapitre. Elles sont d'un niveau équivalent à 2014.

► **Le chapitre impôts et taxes : 14 M€** (15.5 M€ en 2014), soit 77.7 % des recettes réelles (poste le plus important). Il diminue de 1.5 M€ (- 9.6 % / 2014) du fait essentiellement de la baisse de l'attribution de compensation (AC) versée par le Grésivaudan.

L'AC représente 7.67 M€ (9.34 M€ en 2014) soit 60.3 % du chapitre. La diminution de l'AC (- 1.67 M€) s'explique par le transfert de la médiathèque à la Communauté de communes (-0.45 M€) et par la contribution de la commune au projet Nano 2017 (- 1.22 M€).

Les contributions directes (impôts locaux) représentent 5.13 M€ (36.6 % du chapitre). Elles sont en légère progression / 2014 (+ 90 000 €) du fait de la revalorisation des bases fiscales par l'Etat (+ 0.9 %) et d'une petite croissance physique des bases. Les taux communaux 2015 sont inchangés / 2014.

Le Fonds National de Garantie Intercommunale des Ressources (FNGIR lié à la réforme de la Taxe Professionnelle) représente 0.86 M€ soit 6.1 % du chapitre (montant inchangé / 2014).

La recette issue des droits de mutation représente 311 000 €. Elle est en augmentation importante par rapport à 2014 (+ 103 000 € soit + 49 %).

► **Les dotations et subventions : 2.08 M€** (2.46 M€ en 2014), soit 11.5 % des recettes réelles, en diminution importante de 380 000 € / 2014 soit - 15.5 % du fait essentiellement de la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF).

Les subventions versées par la CAF constituent le poste le plus important du chapitre avec 0.84 M€, soit 40.4 % du chapitre. Elles sont en progression / 2014 (env. + 50 000 €).

La DGF représente 0.54 M€ soit 26 % du chapitre. Elle est en diminution importante du fait de la contribution à l'effort de redressement des finances nationales. Elle était de 0.95 M€ en 2014, soit une baisse de 402 000 € (- 42.5 %). Une extinction probable d'ici 2017 est à envisager.

La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) représente 0.45 M€, soit 21.7 % du chapitre (montant inchangé / 2014).

► **Les autres produits de gestion courante : 0.34 M€** (montant équivalent à 2014), soit 1.9 % des recettes réelles, concernent les locations de locaux appartenant à la commune (revenu des immeubles).

► **Les produits financiers : 297 €** correspondent aux participations sur les parts sociales que détient la commune. Le montant est un peu moindre qu'en 2014 (411 €).

► **Les produits exceptionnels : 92 000 €**, soit 0.5 % des recettes réelles, sont en progression / 2014 (+ 19 000 €).

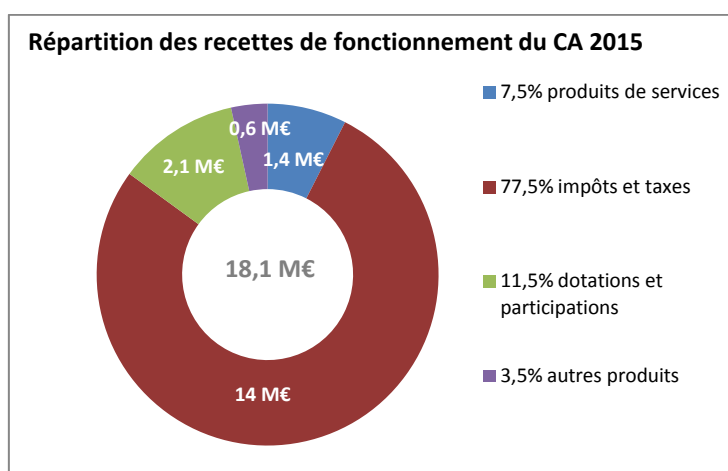
Ce chapitre est fluctuant et difficilement prévisible car il intègre notamment les cessions de biens meubles ou immeubles et les remboursements liés aux sinistres et pénalités sur marchés.

► **Les reprises sur provisions : 18 000 €** soit 0.1 % des dépenses réelles. Des provisions sont prévues en dépenses pour des risques d'impayés de loyers. Les reprises viennent financer la constatation de recettes qui deviennent irrécouvrables.

► **Les recettes d'ordre (sans encaissement)** représentent **28 000 €** liés exclusivement aux écritures des travaux en régie.

L'excédent antérieur prévu au budget ne donne pas lieu à exécution, d'où un % de réalisation sur ce chapitre de 3 %.

**Les recettes de fonctionnement représentent 18.06 M€ dont 18.03 M€ de recettes réelles. Le budget est exécuté à 95 % (100 % pour les seules recettes réelles). Globalement les recettes sont en diminution de 1.87 M€ (-9.4 % par rapport à 2014) du fait essentiellement de la baisse de l'attribution de compensation et de la DGF.**



### 3) **Résultat de fonctionnement de l'exercice**

Différence dépense / recettes totales : 2 107 009.71 € auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté après affectation (900 303.71 €) soit un **excédent global de clôture de 3 007 313.42 € dont 1 215 461.50 € ont été repris au budget 2016 en section de fonctionnement et 1 791 851.92 € ont été affectés en section d'investissement pour couvrir le besoin de financement.**

Pour rappel, le prélèvement (dépense prévue au budget) ne donne pas lieu à exécution, ce qui explique que la section de fonctionnement soit en excédent à la fin de l'année.

### 4) **Evolution des soldes intermédiaires de gestion**

	K€	2014	2015
Produits de fonctionnement courant		19 826	17 922
- charges de fonctionnement courantes (hors trrx en régie)		15 196	14 276
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT</b>		<b>4 630</b>	<b>3 646</b>
+ produits except et financiers (hors cessions)		70	92
- charges except et financières (hors intérêts / dette)		192	201
<b>= EPARGNE DE GESTION</b>		<b>4 508</b>	<b>3 537</b>
- intérêts de la dette		557	532
<b>= EPARGNE BRUTE</b>		<b>3 951</b>	<b>3 005</b>
- capital de la dette		938	981
<b>= EPARGNE NETTE</b>		<b>3 013</b>	<b>2 024</b>

L'épargne nette a diminué de près de 1 M€ soit -32.8 % / 2014.

## II. SECTION D'INVESTISSEMENT

### 1) Dépenses d'investissement

#### ► Taux d'utilisation des crédits et évolution / 2014 :

	Prévisions	réalisation	taux de réalisation	Restes à réaliser	Total CA	taux d'utilisation	Rappel CA 2014	Evolution / réalisation 2014
Immobilier incorporelles (ch 20)	420 936	207 033,55	49,18%	158 942,03	365 975,58	86,94%	141 874,43	45,93%
Subv d'équipement versées (ch 204)	620 200	532 223,00	85,81%		532 223,00	85,81%	496 140,96	7,27%
Immobilier corporelles (achats : ch 21)	743 346	376 555,20	50,66%	136 387,19	512 942,39	69,00%	1 114 371,71	-66,21%
Immobilier en cours (travaux : ch 23)	3 025 529	2 327 199,62	76,92%	262 748,28	2 589 947,90	85,60%	6 333 111,92	-63,25%
<b>Total dépenses d'équipement</b>	<b>4 810 010</b>	<b>3 443 011,37</b>	<b>71,58%</b>	<b>558 077,50</b>	<b>4 001 088,87</b>	<b>83,18%</b>	<b>8 085 499,02</b>	<b>-57,42%</b>
Emprunts et dettes (ch 16)	3 566 500	3 287 752,80	92,18%	0,00	3 287 752,80	92,18%	3 783 065,96	-13,09%
Dotations (ch 10)	56 000	55 683,00	99,43%	0,00	55 683,00	99,43%	15 050,00	
Dépenses imprévues (ch 022)	100 000	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	
<b>Total dép réelles d'investissement</b>	<b>8 532 510</b>	<b>6 786 447,17</b>	<b>79,54%</b>	<b>558 077,50</b>	<b>7 344 524,67</b>	<b>86,08%</b>	<b>11 883 614,98</b>	<b>-42,89%</b>
Dépenses d'ordre (dont résultat reporté)	1 697 598	27 996,63	1,65%	0,00	27 996,63	1,65%	30 645,27	-8,64%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>10 230 109</b>	<b>6 814 443,80</b>	<b>66,61%</b>	<b>558 077,50</b>	<b>7 372 521,30</b>	<b>72,07%</b>	<b>11 914 260,25</b>	<b>-42,80%</b>

► **Immobilisations incorporelles** (frais d'études, achats de logiciels, documents d'urbanisme) : **0.21 M€ réalisés**. Prévision exécutée à 49.2 %, mais utilisée à 87 % avec les restes à réaliser (RAR).

Ce chapitre représente 3 % des dépenses réelles et 6 % des dépenses d'équipement.

Les dépenses concernent principalement des frais d'étude pour le quartier durable (51 % du chapitre) et des achats de logiciels.

► **Subventions d'équipement versées** : **0.53 M€**, avec une réalisation de 85.8 %.

Ce chapitre représente 7.8 % des dépenses réelles et 15.5 % des dépenses d'équipement.

Les subventions versées en 2015 concernent quasi exclusivement les bailleurs sociaux dans le cadre de projets nouveaux ou de réhabilitations (solde réhabilitation Ardillais et 1<sup>er</sup> acompte écocentre).

► **Immobilisations corporelles (achats)** : **0.38 M€** soit 50.7 % de prévision réalisée (69 % avec les restes à réaliser). Ce chapitre représente 5.5 % des dépenses réelles et 10.9 % des dépenses d'équipement. Il a diminué de 738 000 € (- 66 %) du fait des achats importants réalisés en 2014 pour l'équipement de la médiathèque.

Les acquisitions de terrains (essentiellement en ZI) représentent en 2015 le poste le plus important avec 0.16 M€ soit 42 % du chapitre.

Le reste des dépenses concerne les achats de mobilier et de matériel divers du centre technique et des autres services (notamment pour les écoles et les multi-accueils).

► **Immobilisations en cours (travaux)** : **2.33 M€** soit 76.9 % de prévision réalisée (85.6 % avec les restes à réaliser). Ce chapitre représente 34.3 % des dépenses réelles et 67.6 % des dépenses d'équipement.

Les travaux de bâtiments représentent 78 % et les travaux de voirie et réseaux 22 %.

Ce chapitre travaux est en diminution importante par rapport à 2014 (6.33 M€ au CA 2014) soit - 4 M€, du fait de l'achèvement de certains gros projets (médiathèque, espace Andréa Vincent notamment).

**Au total, les dépenses d'équipement (achats + travaux + subventions) s'élèvent à 3.44 M€ (8.09 M€ en 2014), soit 50.7 % des dépenses réelles d'investissement. Elles sont en diminution importante (-4.6 M€) en raison de l'achèvement de certains gros projets.**

► **Dotations, fonds et réserves** : **56 000 €** exceptionnels correspondant à un remboursement de taxe locale d'équipement indument versée à la commune.

► **Emprunts et dettes** : **3.29 M€** (dont 2.3 M€ neutres).

Ce chapitre représente 48.4 % des dépenses réelles dont 14.4 % pour le seul **remboursement du capital des emprunts (0.98 M€)**, le reste concernant la reconstitution des emprunts utilisés comme lignes de trésorerie pour 2.3 M€ (ligne neutre budgétairement car la même somme est réalisée en recettes).

Au 31/12/2015 l'encours de la dette (7 emprunts) était de 13.56 M€.

L'annuité 2015 (intérêts + capital) a représenté 1.5 M€ soit un taux d'endettement de 8.4 %.

**Les dépenses financières sont en légère diminution par rapport à 2014, en raison de la diminution progressive de la reconstitution des lignes de trésorerie (ligne neutre expliquée ci-dessus).**

► **Les opérations d'ordre (sans décaissement)** représentent 28 000 € soit 0.4 % des dépenses totales et concernent uniquement les travaux en régie (réalisés par le personnel communal).



► **Zoom sur les AP/CP :**

Crédits de paiement réalisés : 2.22 M€ soit 90 % des CP prévus (2.48 M€).

Les AP/CP représentent 64.5 % des dépenses d'équipement réalisées (y compris travaux en régie).

- AP1 (amélioration énergétique) : 0.5 M€ (réalisé 96 %).
- AP2 (soutien à l'habitat social) : 0.05 M€ (réalisé 37 %).
- AP4 (réhab. ex-MFR et abords) : 0.47 M€ (réalisé 91 %).
- AP5 (médiathèque et abords) : 0.08 M€ (réalisé 100 %). AP à clôturer.
- AP6 (salle festive) : 1.04 M€ (réalisé 99 %).
- AP7 (accessibilité) : 0.03 M€ (réalisé 77 %).
- AP8 (sécurisation des bâtiments) : 0.008 M€ (réalisé 41 %).
- AP9 (sécurisation torrents et ruisseaux) : 0.002 M€ (réalisé 100 %).
- AP10 (parc Jean-Claude Paturel) : 0.001 M€ (réalisé 93 %). AP à clôturer.
- AP11 (aménagement de voiries et réseaux) : 0.03 M€ (réalisé 32 %).
- AP12 (digues pare-éboulis) : 0.004 M€ (réalisé 36 %).

Les crédits de paiement non utilisés en 2015 ont basculé vers 2016 (sauf pour les reliquats d'opérations achevées).

Les AP/CP ont fait l'objet d'une révision à l'occasion du vote du budget primitif 2016 pour intégrer ces glissements et modifier les crédits de paiement existants si nécessaire. Ils ont également fait l'objet d'une modification lors de la DM (décision modificative du budget) votée en décembre 2015.

► **Les reports** de dépenses (dépenses engagées et non réalisées au 31/12/2015) représentent environ 558 000 €. Ces dépenses ont été portées au budget primitif 2016.

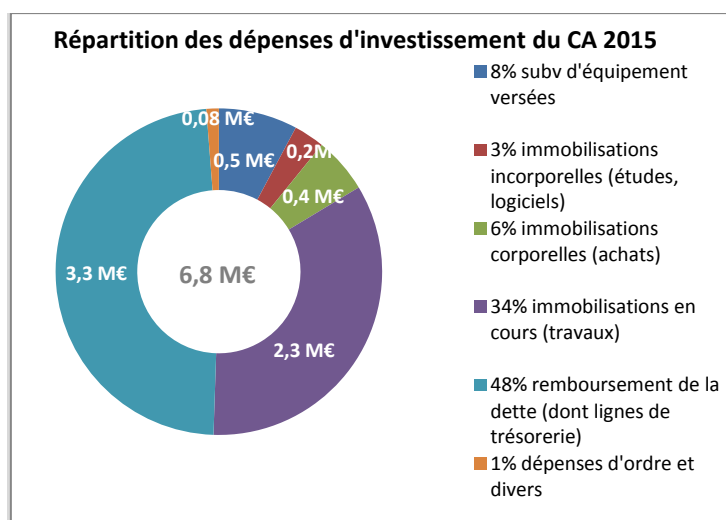
**Les dépenses d'investissement représentent 6.81 M€ dont 6.79 M€ de dépenses réelles. Le budget est réalisé à 66.6 % (et utilisé à 72 % avec les restes à réaliser).**

**Les dépenses réelles sont réalisées à 80 % (86 % avec les restes à réaliser).**

**Elles diminuent de 5.1 M€ par rapport à 2014 (- 42.9 %) du fait principalement de l'achèvement d'opérations importantes (notamment médiathèque et espace Andréa Vincent).**

**Les travaux représentent 67.6 % des dépenses d'équipement réalisées en 2015 et 34.3 % des dépenses réelles. Ils sont en diminution de 63 % par rapport à 2014 pour les raisons invoquées plus haut.**

**Globalement, les dépenses totales d'investissement ont diminué de 42.8 % par rapport à 2014.**



## 2) Recettes d'investissement

### ► Taux d'utilisation des crédits et évolution par rapport à 2014 :

	Prévisions	réalisation	taux de réalisation	Restes à réaliser	Total CA	Taux d'utilisation	Rappel CA 2014	Evolution / réalisation 2013
Subv d'investissement (ch 13)	440 133	446 682,00	101,49%		446 682,00	101,49%	649 187,50	-31,19%
Emprunts et dettes (ch 16 hors 165)	2 580 000	2 305 500,00	89,36%		2 305 500,00	89,36%	2 842 400,00	-18,89%
Immob corporelles (ch 21)	0	2 792,59			2 792,59		130,85	2034,19%
Immob en cours (ch 23)	50 000		0,00%		0,00	0,00%	45 314,65	0,00%
<b>Total recettes d'équipement</b>	<b>3 070 133</b>	<b>2 754 974,59</b>	<b>89,73%</b>	<b>0,00</b>	<b>2 754 974,59</b>	<b>89,73%</b>	<b>3 537 033,00</b>	<b>-22,11%</b>
Dotations, fonds, réserves (ch 10)	1 412 000	1 438 679,78	101,89%		1 438 679,78		688 688,21	108,90%
Excédent de fonctionnement capitalisé (1068)	1 865 732	1 865 732,11	100,00%		1 865 732,11			
Emprunts et dettes (165)	5 000	2 516,77	50,34%		2 516,77	50,34%	1 572,68	60,03%
Autres immobilisations financières (ch 27)							3 000 000,00	
Produit des cessions (ch 024)	269 400	0,00	0,00%	268 510,00	268 510,00		0,00	
<b>Total recettes financières</b>	<b>3 552 132</b>	<b>3 306 928,66</b>	<b>93,10%</b>	<b>268 510,00</b>	<b>3 575 438,66</b>	<b>100,66%</b>	<b>3 690 260,89</b>	<b>-10,39%</b>
<b>Total rec réelles d'investissement</b>	<b>6 622 265</b>	<b>6 061 903,25</b>	<b>91,54%</b>	<b>268 510,00</b>	<b>6 330 413,25</b>	<b>95,59%</b>	<b>7 227 293,89</b>	<b>-16,12%</b>
Recettes d'ordre	3 607 844	917 854,22	25,44%	0,00	917 854,22	25,44%	2 339 046,29	-60,76%
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>10 230 109</b>	<b>6 979 757,47</b>	<b>68,23%</b>	<b>268 510,00</b>	<b>7 248 267,47</b>	<b>70,85%</b>	<b>9 566 340,18</b>	<b>-27,04%</b>

#### ► Subventions d'investissement : 0.45 M€ soit une réalisation à 101 %.

La quasi-totalité des subventions versées concerne la médiathèque pour 0.4 M€ (Département et DRAC). Le reste concerne 2 subventions versées par la Communauté de communes du Grésivaudan pour le projet Eco centre (42 223 €) et la réfection du moulin des Ayes (5 625 €).

► **Emprunts et dettes** : 2.3 M€ correspondant à la reconstitution des emprunts utilisés comme ligne de trésorerie, neutre budgétairement (même somme prévue en dépenses).

► **Immobilisations corporelles (achats)** : 2 800 € (remboursement sur le marché de la médiathèque).

*Les recettes d'équipement s'élèvent à 2.75 M€, soit 89.7 % de réalisation.*

#### ► Dotations, fonds divers et réserves : 3.3 M€ soit une réalisation à 101 %.

Ce chapitre comprend le remboursement de la TVA (FCTVA) pour 1.34 M€ soit 40.6 % du chapitre. Les taxes d'urbanisme représentent 98 000 € soit 3 % du chapitre.

Le poste le plus important concerne l'excédent de fonctionnement capitalisé (affectation du résultat) pour 1.87 M€ soit 56.5 % du chapitre.

Ce chapitre est en augmentation importante du fait qu'il n'y a pas eu d'excédent capitalisé en 2014. Par ailleurs, 0.41 M€ concernent une avance sur le remboursement de TVA (recette exceptionnelle).

► **Dépôts et cautionnements reçus** : 2 517 € correspondant à des remboursements de cautions de locataires dont le bail a pris fin.

► **Produit des cessions** : la prévision de 0.27 M€ ne donne pas lieu à réalisation sur ce chapitre. Les cessions sont encaissées en section de fonctionnement (chapitre 77).

► **Les opérations d'ordre (sans encaissement)** : 0.92 M€ soit 13.2 % des recettes-totales. Elles concernent quasi exclusivement les amortissements et une écriture liée à une cession.

**Les recettes d'investissement représentent 6.98 M€ dont 6.06 M€ de recettes réelles.**

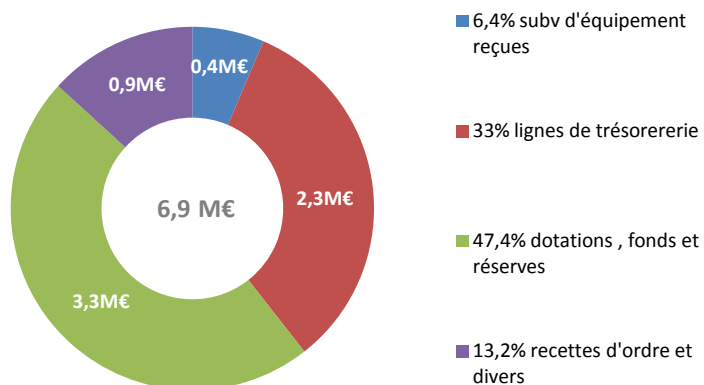
**Le budget est réalisé à 68.2 % du fait que le prélèvement et l'excédent antérieur prévus ne donnent pas lieu à réalisation.**

**Les recettes réelles sont cependant exécutées à 91.6 % et utilisées à 95.6 % (avec les reports).**

**Globalement, les recettes d'investissement ont diminué de 2.59 M€ soit - 27 %, évolution essentiellement expliquée par la diminution des amortissements (2.34 M€ en 2014 et 0.92 M€ en 2015) et à la non utilisation de l'emprunt consigné à la Caisse des Dépôts et consignations (3 M€ en 2014, rien en 2015).**

**Les recettes réelles ont quant à elles diminué de 1.16 M€, soit - 16.1 %, pour la même raison (pas de déconsignation).**

### Répartition des recettes d'investissement du CA 2015



### 3) Résultat d'investissement de l'exercice

Différence recettes/dépenses totales : 165 313.67 € auxquels s'ajoute le déficit antérieur reporté (-1 667 598.09 €) soit un **résultat global de clôture de -1 502 284.42 €** repris au budget 2016.

Le déficit global de 2015 et le solde des restes à réaliser reportés en 2016 (-289 567.50 €) sont financés par une affectation partielle de l'excédent de fonctionnement 2015, à hauteur de 1 791 851.92 €.

## III. RATIOS 2015

Pour la strate de 5 000 à 10 000 habitants, les derniers ratios officiels connus concernent le compte de gestion 2013.

	En € / hab	Crolles 8 563 hab	Strate 5 000 à 10 000 hab
Dépenses réelles de fonctionnement / hab		1 752,66	990
Produit des impositions directes / hab		599,34	490
Recettes réelles de fonctionnement / hab		2 103,75	1 213
Dépenses d'équipement brut / hab		343,20	373
En-cours de la dette / hab		1 583,50	928
Dotation globale de fonctionnement / hab		63,60	217

Ces ratios soulignent le caractère atypique de la commune.



## BUDGETS ANNEXES

### BUDGET ANNEXE DE L'EAU

#### I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

##### 1) **Dépenses** 19 k €, constituées exclusivement de dépenses d'ordre (amortissements).

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution / 2014
Charges exceptionnelles (ch 67)	350	0,00	0,00%	0,00	
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>350</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>	
Dépenses d'ordre	557 368,22	19 460,05	3,49%	39 405,76	-50,62%
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>557 718,22</b>	<b>19 460,05</b>	<b>3,49%</b>	<b>39 405,76</b>	<b>-50,62%</b>

La gestion du service public de l'eau est assurée par la SPL Eaux de Grenoble – Alpes dans le cadre d'un contrat de délégation de service public, suite à l'opération de fusion avec la Sergadi.

De ce fait, le budget annexe de l'eau ne contient aucune dépense d'exploitation. Les seules dépenses de fonctionnement sont les dotations aux amortissements à hauteur de 19 k €. Les crédits consommés ont été moins élevés que prévu du fait d'une régularisation positive par rapport aux dotations des exercices précédents.

##### 2) **Recettes** 167 k € constituées exclusivement de recettes réelles exécutées à 98 %.

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution 2014
Produits des services, du domaine et ventes diverses (ch 70)	170 000	166 614,60	98,01%	163 052,35	2,18%
<b>Total recettes réelles</b>	<b>170 000</b>	<b>166 614,60</b>	<b>98,01%</b>	<b>163 052,35</b>	<b>2,18%</b>
Recettes d'ordre	387 718,22	0,00	0,00%	0,00	0,00%
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>557 718,22</b>	<b>166 614,60</b>	<b>29,87%</b>	<b>163 052,35</b>	<b>2,18%</b>

Les recettes de fonctionnement comprennent uniquement la redevance communale payée par les usagers (166 614 € en 2015 contre 163 052 € en 2014, soit +2 %). Cette augmentation correspond à des volumes industriels en légère hausse.

Le tarif communal est resté inchangé à 0.05 €/m<sup>3</sup> depuis juillet 2011.

Les autres recettes : achat d'eau, redevances et taxes sont collectées et comptabilisées directement par le délégataire.

L'exécution globale des crédits ouverts n'est que de 30 % du fait que l'excédent (recette prévue au budget) ne donne pas lieu à exécution. Les recettes réelles sont quant à elles exécutées à 98 %.

##### 3) **Résultat de fonctionnement de l'exercice**

Différence recettes / dépenses totales : 147 154.55 € auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté (387 718.22 €) soit un **excédent global de clôture de 534 872.77 € dont 501 797.60 € ont été repris au BP 2016 en section de fonctionnement et 33 075.17 € ont été affectés en section d'investissement au BP 2016 pour couvrir le besoin de financement.**

#### II. SECTION D'INVESTISSEMENT

##### 1) **Dépenses** 471 k € constitués majoritairement par des dépenses réelles. Réalisation à 37 % (sur 1.26 M€ prévus). Le budget est néanmoins utilisé à près de 60 % en tenant compte des restes à réaliser (RAR).

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Evolution / 2014	Réalisé avec RAR	% d'utilisation
Immobilisations en cours (travaux - ch 23)	711 301	178 587,89	25,11%	204,80%	195 576,04	27,50%
Dotations, fonds et réserves (réservoir - ch 10)	510 000	263 000,00	51,57%	-77,90%	510 000,00	100,00%
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>1 221 301,07</b>	<b>441 587,89</b>	<b>36,16%</b>	<b>-64,63%</b>	<b>705 576,04</b>	<b>57,77%</b>
Dépenses d'ordre	40 000	29 107,97	72,77%	3796,08%	29 107,97	72,77%
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 261 301,07</b>	<b>470 695,86</b>	<b>37,32%</b>	<b>-62,32%</b>	<b>734 684,01</b>	<b>58,25%</b>

L'inscription budgétaire prévue pour l'achèvement d'un réservoir a été consommée partiellement en 2015 (263 k € / 510 k € prévus); le solde a été différé à 2016. Les autres dépenses d'investissement correspondent à des travaux : Mise en conformité des réseaux d'adduction du secteur Barque-Croizat et reprise des branchements des rues Jean Moulin et Jean Vilar.

Pour rappel, les travaux d'extension ou de modification, et ceux non compris dans les travaux de la délégation de service public, restent à la charge du budget annexe de l'eau.

Les dépenses d'ordre (29 k €) concernent des opérations liées au remboursement de TVA auprès du délégataire.

## 2) **Recettes** 210 k € soit un budget exécuté à 17 % (94 % pour les recettes réelles).

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Evolution / 2014
Dotations, fonds et réserves (affectation - Ch 10)	132 372,71	132 372,71	100,00%	-73,35%
Autres immobilisations financières (TVA - Ch 27)	40 000	29 107,97	72,77%	3796,08%
<b>Total recettes réelles</b>	<b>172 372,71</b>	<b>161 480,68</b>	<b>93,68%</b>	<b>-67,54%</b>
Recettes d'ordre	1 088 928,36	48 568,02	4,46%	20,96%
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 261 301,07</b>	<b>210 048,70</b>	<b>16,65%</b>	<b>-60,93%</b>

Ces recettes proviennent principalement de l'affectation de l'excédent de fonctionnement (132 k €) et du reversement de TVA plus important en 2015 qu'en 2014 en raison de l'augmentation des travaux réalisés. Les recettes réelles sont exécutées à 94 %.

Les recettes d'ordre intègrent l'excédent d'investissement antérieur (492 k €) et le prélèvement (517 k €), qui ne donnent pas lieu à exécution, d'où le faible taux d'exécution global de 17 %.

## 3) **Résultat d'investissement de l'exercice**

Différence recettes/dépenses totales) : -260 647.16 € auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté (491 560.14 €) soit un **excédent global de clôture de 230 912.98 € repris au BP 2016.**

# **BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Le service public de l'assainissement est organisé en régie communale.

## I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 1) **Dépenses** 850 k € dont 732 k € de dépenses réelles et 118 k € de dépenses d'ordre (exclusivement des amortissements). La prévision est exécutée à 83 % globalement (92 % pour les seules dépenses réelles). Les dépenses globales augmentent du fait des charges de reversement.

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution / 2014
Charges à caractère général (011)	88 500	78 092,39	88,24%	84 844,70	-7,96%
Autres charges de gestion courante (ch 65)	681 099	653 697,10	95,98%	479 467,18	36,34%
<b>Total gestion des services</b>	<b>769 599</b>	<b>731 789,49</b>	<b>95,09%</b>	<b>564 311,88</b>	<b>29,68%</b>
Charges exceptionnelles (ch 67)	22 000	0,00	0,00%	0,00	
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>791 599</b>	<b>731 789,49</b>	<b>92,44%</b>	<b>564 311,88</b>	<b>29,68%</b>
Dépenses d'ordre	229 506,19	118 166,82	51,49%	116 585,93	1,36%
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 021 105,19</b>	<b>849 956,31</b>	<b>83,24%</b>	<b>680 897,81</b>	<b>24,83%</b>

► **Les charges à caractère général** concernent le réseau d'assainissement communal, à savoir la maintenance, l'électricité et les frais nécessaires à l'entretien des canalisations et des stations de relevage. Elles représentent 78 k €, soit 11 % des dépenses réelles. Ce chapitre diminue de 8 % par rapport à 2014 notamment sur la ligne « entretien du réseau » qui a connu un moins grand nombre d'interventions en 2015.

Ce chapitre comprend également les frais de quittance des factures d'assainissement assuré par la SPL Eaux de Grenoble – Alpes (env. 8 000 € / an).

► **Les autres charges de gestion courante** sont constituées des reversements au Syndicat Intercommunal pour l'Egout Collecteur (SIEC) pour Aquapole (548 k €) et de la participation au budget du SIEC pour 106 k € (respectivement 75 % et 14 % des dépenses réelles réalisées). La part « Aquapole » est compensée par les redevances encaissées pour le compte de la Métro dans le cadre de la facturation aux usagers pour la station d'épuration intercommunale située au Fontanil. Le reversement au titre d'Aquapole augmente de manière importante du fait de la prise en compte des industriels dans les reversements, qui étaient facturés auparavant directement par la Métro.

La participation au budget du SIEC (106 k €) couvre les frais de gestion de l'égout collecteur intercommunal qui relie le réseau d'assainissement de Crolles à celui de la Métro. Elle est en diminution de 25 % par rapport à 2014 (141 k €).

► **Les charges exceptionnelles** ont été inscrites comme une provision en cas d'écritures de dégrèvement ou d'annulation de recettes. Aucune écriture n'a finalement été nécessaire en 2015 sur ce chapitre particulier.

► **Les dépenses réelles** augmentent au global de 30 % du fait du reversement de redevances plus importantes à la Métro.

► **Les dépenses d'ordre** concernent exclusivement les dotations aux amortissements de travaux en légère progression.

**2) Recettes 926 k € dont 888 k € de recettes réelles et 39 k € de recettes d'ordre (exclusivement des amortissements de subventions). Les recettes réelles ont été réalisées à 91 %, en hausse de 56 %.**

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution / 2014
Produits des services, du domaine et ventes diverses (ch 70)	952 850	887 159,03	93,11%	560 564,00	58,26%
Autres produits de gestion courante (ch 75)	6 500	0,00	0,00%	6 694,28	-100,00%
<b>Total gestion des services</b>	<b>959 350</b>	<b>887 159,03</b>	<b>92,48%</b>	<b>567 258,28</b>	<b>56,39%</b>
Produits exceptionnels (ch 77)	15 000	535,54	0,00%	0,00	
<b>Total recettes réelles</b>	<b>974 350</b>	<b>887 694,57</b>	<b>91,11%</b>	<b>567 258,28</b>	<b>56,49%</b>
Recettes d'ordre	46 755,19	38 732,93	82,84%	38 759,39	-0,07%
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 021 105,19</b>	<b>926 427,50</b>	<b>90,73%</b>	<b>606 017,67</b>	<b>52,87%</b>

► **Les produits des services** comprennent essentiellement la redevance communale d'assainissement (217 k €) et les redevances Aquapole (633 k €). Le produit des redevances a fortement augmenté en raison du nouveau mode de facturation du SIEC par rapport à la Métro et de la prise en compte des volumes industriels.

Ce chapitre comprend également les recettes de raccordement (PAC : participation à l'assainissement collectif) qui sont en augmentation (de 20 100 € en 2014 à 33 500 € en 2015, soit + 67 %). Le produit est toutefois nettement inférieur à la prévision qui est différée à 2016. Ces recettes sont fluctuantes car elles dépendent fortement des nouveaux raccordements effectués et contrôlés.

La redevance d'assainissement non collectif a représenté 3 270 € en 2015.

Le chapitre a globalement augmenté à l'instar des redevances encaissées.

► **Les autres produits de gestion courante** étaient constitués des recettes du quittance effectué pour le compte de la Métro mais qui ont pris fin avec le nouveau mode de facturation.

► **Les recettes exceptionnelles** ont été inscrites comme une provision en cas d'écritures de dégrèvement ou d'annulation de dépenses.

► **Les recettes d'ordre** concernent exclusivement des amortissements de subventions (stables par rapport à 2014).

### 3) **Résultat de fonctionnement de l'exercice**

Différence recettes/dépenses totales) : 76 471.19 € auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté (7 955.19 €) pour donner un **excédent global de clôture de 84 426.38 € dont 66 707.45 € ont été repris au BP 2016 en section de fonctionnement et 17 718.93 € ont été affectés en section d'investissement au BP 2016 pour couvrir le besoin de financement.**

## II. **SECTION D'INVESTISSEMENT :**

- 1) **Dépenses** 214 k € dont 175 k € de dépenses réelles et 39 k € de dépenses d'ordre (exclusivement des amortissements de subventions). Le budget est exécuté à 70 % (66 % pour les seules dépenses réelles). Elles sont en augmentation importante par rapport à 2014.

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution / 2014
Immobilisations en cours (travaux - ch 23)	266 933,73	175 359,36	65,69%	72 416,00	142,16%
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>266 933,73</b>	<b>175 359,36</b>	<b>65,69%</b>	<b>72 416,00</b>	<b>142,16%</b>
Dépenses d'ordre	38 800	38 732,93	99,83%	38 759,39	-0,07%
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>305 733,73</b>	<b>214 092,29</b>	<b>70,03%</b>	<b>111 175,39</b>	<b>92,57%</b>

► **Les dépenses réelles d'investissement** sont composées exclusivement de travaux, soit 175 k €. Les deux opérations principales de 2015 sont le démarrage de l'APCP relative au passage en assainissement collectif du secteur Château Robert à Montfort et les travaux de surverse et de télésurveillance des stations du Raffour, des Iles, des Meylons et de Mayard.

► **Les dépenses d'ordre** concernent exclusivement les amortissements de subventions (stables par rapport à 2014).

- 2) **Recettes** 150 k € dont 32 k € de recettes réelles et 118 k € de recettes d'ordre (exclusivement des amortissements). Les recettes sont exécutées à 49 % (107 % pour les seules recettes réelles). Elles sont en baisse importante du fait de l'absence d'affectation du résultat en 2015 par rapport à 2014.

	Crédits 2015 ouverts	Crédits 2015 utilisés	% de réalisation	Rappel 2014	Evolution / 2014
Dotations, fonds et réserves (ch 10)	30 000	31 979,00	106,60%	172 701,08	-81,48%
<b>Total recettes réelles</b>	<b>30 000</b>	<b>31 979,00</b>	<b>106,60%</b>	<b>172 701,08</b>	<b>-81,48%</b>
Recettes d'ordre	275 733,73	118 166,82	42,86%	116 585,93	1,36%
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>305 733,73</b>	<b>150 145,82</b>	<b>49,11%</b>	<b>289 287,01</b>	<b>-48,10%</b>

► Les recettes réelles proviennent exclusivement du FCTVA encaissé en 2015 sur les dépenses réalisées en 2013. La recette définitive a été légèrement supérieure à la prévision.

► Les recettes d'ordre concernent exclusivement les dotations aux amortissements de travaux.

Globalement les recettes diminuent de 81 % du fait qu'il n'a pas été nécessaire de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement en 2015 contrairement à 2014 (121 k €).

Les recettes d'ordre ne sont exécutées qu'à 43 % du fait que le prélèvement et l'excédent d'investissement antérieur (recette prévue au budget pour 111 k € et 46 k €) ne donnent pas lieu à réalisation.

### 3) **Résultat d'investissement de l'exercice**

Différence recettes/dépenses totales) : -63 946.47 €, minorés par le résultat de clôture précédent (46 227.54 €) soit un **résultat de clôture 2015 de -17 718.93 €** repris au BP 2016 et couvert par une affectation provenant du résultat de fonctionnement.